

**VILLE de GRASSE**

**DETTE AU 31 DECEMBRE 2022 : RAPPORT ANNUEL**

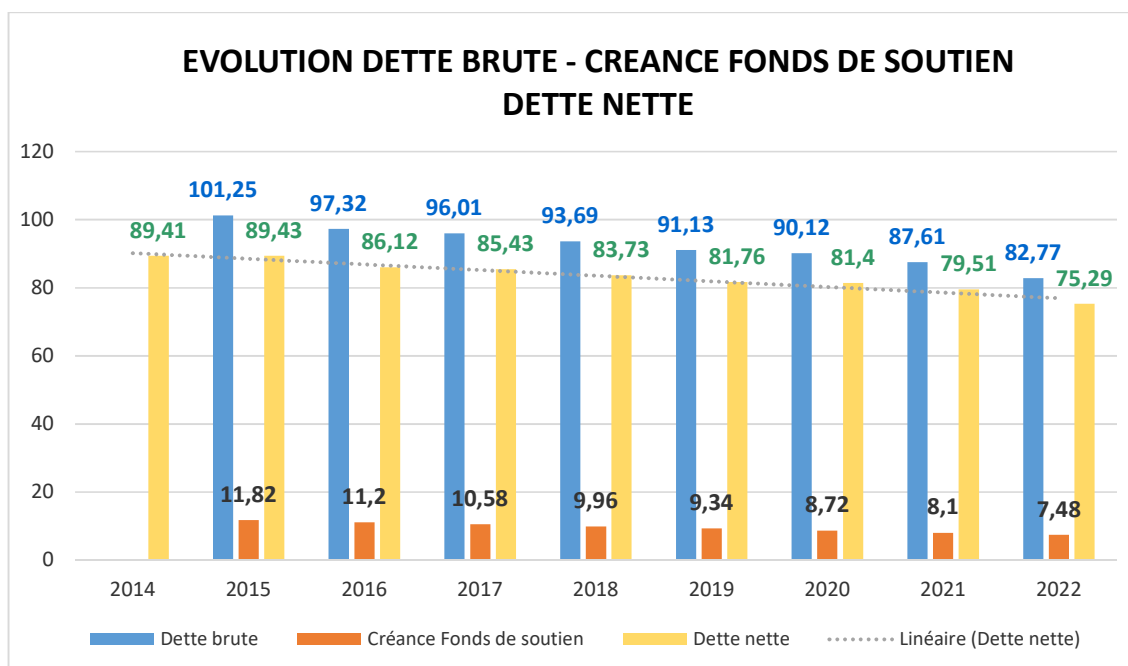
## SOMMAIRE

<b>I.</b>	<b>SITUATION de la DETTE FINANCIERE au 31 DECEMBRE 2022.....</b>	<b>3</b>
•	Dette globale – BUDGET PRINCIPAL .....	3
•	Ratios de Gestion publics .....	5
•	Durée de vie du portefeuille de dettes .....	6
•	Mise en jeu garantie d'emprunts.....	7
<b>II.</b>	<b>STRUCTURE de la DETTE au 31.12.22 (budget principal) .....</b>	<b>8</b>
<b>III.</b>	<b>DETTE « HORS CHARTE » et à « TAUX COMPLEXES » au 31.12.22 .....</b>	<b>11</b>
•	Résultats sur swaps .....	11
<b>IV.</b>	<b>PROVISIONS au 31.12.22 .....</b>	<b>14</b>
<b>V.</b>	<b>RATIOS « REGLES de GESTION » .....</b>	<b>15</b>
•	Critères d'importance de la dette .....	15
•	Nouveaux financements.....	15
•	Paramètres de gestion .....	15
<b>VI.</b>	<b>BILAN 2022 ET PERSPECTIVES .....</b>	<b>17</b>
•	Commentaires de marchés.....	17
•	Taux d'intérêts .....	17
•	Perspectives 2023.....	18
<b>VII.</b>	<b>CONCLUSIONS.....</b>	<b>19</b>

## I. SITUATION de la DETTE FINANCIERE au 31 DECEMBRE 2022

### • Dette globale – BUDGET PRINCIPAL

(en M€)	2014	2015 <sup>1</sup>	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Principal net fonds de soutien	89.41	89.43	86.12	85.43	83.73	81.76	81.40	79.51	75.29
<b>Variation</b>		<b>+0.02</b>	<b>-3.31</b>	<b>-0.69</b>	<b>-1.70</b>	<b>-1.97</b>	<b>-0.36</b>	<b>-1,89</b>	<b>-4.22</b>



#### Commentaires sur l'évolution

- 2015 : deux principaux facteurs expliquent la croissance de la dette :
  - L'enregistrement des écritures liées au contrat du PPP a entraîné une augmentation de la dette de 2.527 M€ en valeur d'origine ;
  - La restructuration impérative d'un produit structuré SFIL dont les taux contractuels atteignaient des niveaux insupportables. Cette restructuration a nécessité la souscription d'un emprunt de 16,4 M€ pour financer l'Indemnité de Remboursement Anticipé. En contrepartie, la Ville a obtenu une aide très significative (12,4 M€) du Fonds de Soutien aux Collectivités ayant souscrit des emprunts toxiques.
- 2016 : la baisse de la dette s'amorce grâce principalement à une baisse des investissements réalisés en 2016, inférieurs de 26 % à ceux de 2015 ;
- 2017 : la réduction des investissements a permis de poursuivre la baisse de la dette ;
- 2018 : le désendettement se poursuit alors que le niveau d'investissement progresse de plus de 20 % entre 2018 et 2017 ;

<sup>1</sup> Les données retenues sont arrêtées après impact de l'aide du Fonds de Soutien.

- 2019 : le volume de nos investissements progresse de nouveau, alors que l'emprunt mobilisé pour leurs financements diminue au bénéfice des financements par fonds propres. Notre politique volontariste de désendettement est consolidée ;
- 2020 : malgré la forte dynamique de nos investissements, le désendettement se poursuit.
- 2021 : est marqué par un niveau d'investissement toujours soutenu et un volume d'emprunt mobilisé optimisé de façon à diminuer notre encours de dette nette du fonds de soutien de quasiment 2 millions d'euros.
- 2022 : seuls 32% de nos dépenses d'équipement ont été financés par emprunt, cette faible mobilisation cumulée avec un rythme de remboursement en capital maintenu soutenu ont fait que nous enregistrons un désendettement record pour cette année.

#### **Analyse des variations 2021 et prospective 2022 en M€ hors refinancements**

En M€	2022	2023
Emprunts nouveaux LMT	+3.77	6.51
Amortissements	-8,61	-9.10
Variation dette brute	-4.84	-2,59
<b>Fonds de Soutien</b>	<b>+0.62</b>	<b>+0.62</b>
<b>Variation dette nette</b>	<b>-4.22</b>	<b>-1,97</b>

Pour 2023 est essentiellement prévu un volume d'emprunts nouveaux pour le financement des investissements plafonné à 6,51 M€, pour lequel :

Une convention CT/MT a déjà été souscrite auprès du Crédit Agricole à hauteur de 5,00 M€ et qui pourra être mobilisée à hauteur du besoin de financement des investissements programmés pour 2023.

De plus, dans le cadre du dispositif « Intracting » concourant à organiser et à financer des actions de performances énergétiques, la Caisse des Dépôts et Consignations met à la disposition de la Ville une avance remboursable destinée à financer les travaux de rénovation du parc d'éclairage public à hauteur de 100% du besoin de financement H.T soit 2 071 344,00 €.

Cette avance est remboursable sur une durée de 10 ans et comprends :

- Une rémunération des fonds propres de la Banque des Territoires à un taux d'intérêt de 0,00 %,
- Une participation de la commune de Grasse (commission) à hauteur d'environ 29 000€ issue de la vente des certificats d'économies d'énergie générés par les travaux réalisés (*montant calculé sur la base d'intérêts théoriques qui seraient perçus avec un taux fixe annuel 0,25% sur la durée de l'échéancier*). le montant de la commission sera ajusté en cas de variation de la valorisation des certificats d'économies d'énergie. Il est précisé que cette commission due à la Banque des Territoires ne pourra dépasser deux fois la commission initialement prévue, ni être inférieure à la moitié de cette dernière.

#### **Pour 2022 apparaissent très clairement :**

- Un nouvel emprunt contracté auprès du Crédit Agricole pour **3 M€ (taux fixe 2,78 %)** pour le financement des investissements 2022 ;
- Une ligne de financement sous forme d'avance remboursable « INTRACTING » pour **0,766 M€ (rémunération des fonds propres de la Banque des territoires à un taux d'intérêt fixe de 0.25%)** pour le financement des travaux de rénovation énergétique dans les écoles ;

- L'atténuation de la réduction de la dette par l'amortissement du Fonds de Soutien pour l'UE

Les emprunts souscrits sont tous classés en A1 en ce qui concerne la charte Gissler, conformément aux objectifs fixés par nos règles de gestion.

Nous veillons à ce que systématiquement les conditions financières dans lesquelles les emprunts sont souscrits nous garantissent un coût et une sécurisation optimisés.

Tableau profil d'extinction par exercice – Budget principal

Année	Encours début	Annuité	Intérêts	Taux moy.	Taux act.	Capital		Gain / perte I.C.	Solde
						Amort.	RA avec flux		
2022	87 619 833,26	15 739 959,22	1 721 089,37	2,27%	2,51%	8 211 719,85	5 800 000,00	-93 620,90	15 833 580,12
2023	82 774 430,41	10 986 490,12	2 142 020,23	3,29%	2,80%	8 844 469,89	0,00	-492 585,96	11 479 076,08
2024	73 929 960,52	9 966 967,66	2 202 969,15	3,30%	2,86%	7 763 998,51	0,00	-247 865,64	10 214 833,30
2025	66 165 962,01	9 511 068,08	1 859 737,29	3,08%	2,79%	7 651 330,79	0,00	-164 374,38	9 675 442,46
2026	58 514 631,22	9 034 152,20	1 551 857,47	2,90%	2,74%	7 482 294,73	0,00	-119 657,33	9 153 809,53
2027	51 032 336,49	7 661 902,18	1 349 571,59	2,84%	2,74%	6 312 330,59	0,00	-72 546,54	7 734 448,72
2028	44 720 005,90	6 903 638,05	1 179 091,71	2,75%	2,75%	5 724 546,34	0,00	-21 445,54	6 925 083,59
2029	38 995 459,56	5 716 541,23	1 034 898,22	2,73%	2,75%	4 681 643,01	0,00	0,00	5 716 541,23
2030	34 313 816,55	5 618 373,66	916 309,77	2,75%	2,77%	4 702 063,89	0,00	0,00	5 618 373,66
2031	29 611 752,66	5 609 500,54	799 174,05	2,80%	2,80%	4 810 326,49	0,00	0,00	5 609 500,54
2032	24 801 426,17	5 600 647,94	677 120,12	2,85%	2,83%	4 923 527,82	0,00	0,00	5 600 647,94
2033	19 877 898,35	5 096 824,72	549 171,27	2,89%	2,86%	4 547 653,45	0,00	0,00	5 096 824,72
2034	15 330 244,90	4 732 297,87	421 411,32	2,87%	2,86%	4 310 886,55	0,00	0,00	4 732 297,87
2035	11 019 358,35	4 316 724,33	293 904,11	2,77%	2,78%	4 022 820,22	0,00	0,00	4 316 724,33
2036	6 996 538,13	1 823 636,35	167 651,19	2,61%	2,56%	1 655 985,16	0,00	0,00	1 823 636,35
2037	5 340 552,97	1 597 902,57	122 563,95	2,52%	2,46%	1 475 338,62	0,00	0,00	1 597 902,57
2038	3 865 214,35	1 322 267,04	83 532,07	2,40%	2,36%	1 238 734,97	0,00	0,00	1 322 267,04
2039	2 626 479,38	1 179 529,94	51 735,92	2,29%	2,25%	1 127 794,02	0,00	0,00	1 179 529,94
2040	1 498 685,36	860 295,85	25 435,51	2,18%	2,13%	834 860,34	0,00	0,00	860 295,85
2041	663 825,02	538 170,96	9 345,94	2,23%	2,11%	528 825,02	0,00	0,00	538 170,96
2042	135 000,00	136 142,80	1 142,80	2,17%	2,28%	135 000,00	0,00	0,00	136 142,80

- **Ratios de Gestion public**

- **Durée de vie du portefeuille de dettes**

	31.12.14	31.12.15	31.12.16	31.12.17	31.12.18	31.12.19	31.12.20	31.12.2021	31.12.2022
Durée de vie résiduelle	11.0	14.8	13.0	12.3	12.4	12.2	11.41	12.2	12
Durée moyenne	6.1	8.0	7.0	7.0	6.9	7.2	6.8	6.8	6.5

- La durée de vie résiduelle mesure la durée restante (en moyenne pondérée par les volumes) à la date du calcul.
- La durée moyenne est la durée nécessaire pour rembourser la moitié du capital, cette dernière étant réduite par une forte réduction de notre encours et un remboursement en capital maintenu volontairement élevé.

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Encours dette nette / habitant (€)	1.56	1.66	1.60	1.59	1.56	1.58	1.59	1.53	1.44
Encours dette nette / recettes fonctionnement (%)	125	132	129	128	124	118	121	114	108

- **Le ratio « Encours de dette nette / habitant (€) a été impacté :**

**La désignation encours de dette nette désigne l'encours de dette retraité du solde du fonds de soutien restant à percevoir par la commune soit 7,48 M€ au 31 décembre 2022.**

**L'encours de dette brut s'élevant à 82,77 M€ il s'établit donc à 75,29 M€ au 31 décembre 2022.**

- En 2014, par la mise en force de la première phase du contrat « PPP éclairage » signé en 2013 ;
- En 2015 par :
  - la mise en force de la deuxième phase du contrat « PPP éclairage » signé en 2013 ;
  - La nécessité de désensibiliser un produit structuré très toxique souscrit antérieurement auprès de Dexia. Cette désensibilisation passait, notamment, par la souscription d'un emprunt pour financer une partie de l'IRA. Bien qu'importante, l'aide du Fonds de Soutien ne compense pas totalement cet emprunt (16.4 M€ vs 12.4 M€)
- En 2016, le ratio commence à s'améliorer.
- En 2017, malgré le décalage des opérations de cessions d'actifs, la baisse de l'encours de dette a pu se poursuivre.
- En 2018, la baisse de l'encours de dette se confirme.
- En 2019 et 2020, alors que la baisse de l'encours de dette s'est poursuivie, la forte chute de la population biaise le ratio.
- En 2021, malgré une nouvelle baisse de population le ratio de la dette/habitant s'améliore significativement, preuve d'une baisse importante de notre encours de dette entre 2021 et 2020.

- En 2022, le désendettement atteint un niveau record avec plus de 5,5% de baisse de l'encours entre le 31 décembre 2021 et le 31 décembre 2022 contribuant ainsi à l'amélioration sensible du ratio.

- **Le ratio « Encours de dette nette / recettes de fonctionnement (%) » :**

- En 2021, même raisonnement que la dette par habitant corrélée avec une forte progression de nos recettes de fonctionnement ce ratio est au meilleur niveau constaté.
- En 2022, ce ratio continue à s'améliorer eu égard à la relative stagnation de nos recettes et la forte diminution du volume de dette.

- **Mise en jeu garantie d'emprunts**

La ville garantit des emprunts au profit d'organismes de logements sociaux. Aucune garantie d'emprunt n'a été appelée en 2022.

## STRUCTURE de la DETTE au 31.12.22 (budget principal)

### Ventilations de la dette totale en M€

Ces analyses sont conduites sur les dettes brutes (avant déduction de l'aide du Fonds de Soutien).

- Par typologie de taux après swaps :

	31/12/2014		31/12/2015		31/12/2016		31/12/2017	
	M€	%	M€	%	M€	%	M€	%
Fixe	46,49	52,00%	66,22	65,41%	60,67	62,34%	64,86	67,55%
Hors charte	18,19	20,34%	10,00	9,88%	9,15	9,40%	8,25	8,59%
Complexes	9,24	10,33%	14,50	14,32%	13,43	13,80%	11,80	12,29%
Variable	8,33	9,32%	9,77	9,65%	9,67	9,94%	5,20	5,42%
Livret A	0,83	0,93%	0,75	0,74%	0,67	0,69%	0,60	0,62%
Revolving	6,33	7,08%	0	0,00%	3,73	3,83%	5,31	5,53%
	89,41	100,00%	101,25	100,00%	97,32	100,00%	96,01	100,00%

	31/12/2018		31/12/2019		31/12/2020		31/12/2021	
	M€	%	M€	%	M€	%	M€	%
Fixe	59,86	63,89%	61,60	67,60%	60,73	67,39%	58,19	66,42%
Hors charte	7,43	7,93%	6,44	7,07%	5,11	5,67%	3,52	4,02%
Complexes	10,12	10,80%	4,49	4,93%	2,38	2,64%	2,85	3,25%
Variable	11,73	12,52%	12,55	13,77%	17,50	19,42%	20,05	22,89%
Livret A	0,53	0,57%	3,42	3,75%	3,23	3,56%	3,00	3,42%
Revolving	4,02	4,29%	2,63	2,89%	1,17	1,29%		0,00%
	93,69	100,00%	91,13	100,00%	90,12	100,00%	87,61	100,00%

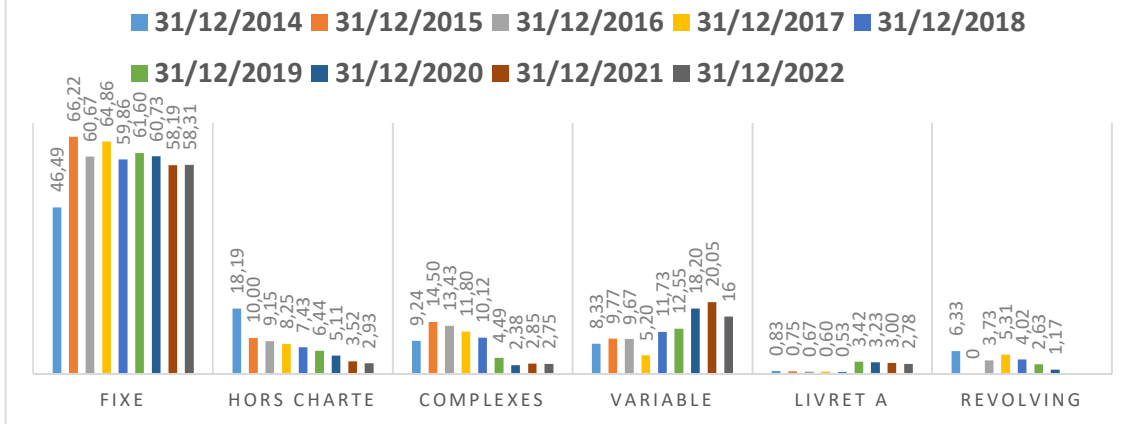
	31/12/2022	
	M€	%
Fixe	58,31	70,45%
Hors charte	2,93	3,54%
Complexes	2,75	3,32%
Variable	16,00	19,33%
Livret A	2,78	3,36%
Revolving	0	0%
	82,77	100,00%

**Après swaps, à fin 2022, la dette à taux fixe représente 70.45 % de la dette totale, 19.33 % est à taux variables simples.**

**La dette hors charte ne représente plus que 3.54 % de notre dette brute.**



## ENCOURS PAR TYPE DE TAUX APRES SWAPS (M€)



Par typologie de risques **Budget Principal** (après swaps) :

		Risque							
		moins élevé				Plus élevé			
		A	B	C	D	E	HC	Total	
Ris	k	M€	M€	M€	M€	M€	M€	M€	%
élevé + ←	1	77.09	2.43					79.52	96.07%
	2								
	3								
	4				0.32			0.32	0.39%
	5								
	H C						2.93	2.93	3.54%
Σ		77.09	2.43		0.32		2.93	82.77	
%		93.14%	2.94%		0.39%		3.54%		100 %

Les opérations de désensibilisation engagées depuis 2014, ciblées notamment sur les positions hors charte, ont eu pour conséquence une forte diminution de leur volume et de leur part relative sur la totalité de l'encours.

Ainsi à fin 2014, les emprunts classés hors charte représentaient 18,19 M€ et plus de 20 % de l'encours de dette.

**A fin 2022, leur volume a été réduit de près de 85 % pour s'établir à 2,93 M€.**

- **Taux moyens d'endettement**

Année	Après Swaps (%)	
	Niveau	Variation
2009	3.97	
2010	5.54	+1.57
2011	7.34	+1.80
2012	6.93	-0.41
2013	6.48	-0.45
2014	5.24	-1.24
2015	4.09	-1.15
2016	3.76	-0.33
2017	3.31	-0.45
2018	3.02	-0.29
2019	2.80	-0.22
2020	2.50	-0.30
2021	2.00	-0.50
2022	2.07	+0.07

Ainsi qu'indiqué supra, en 2014 un changement de politique de gestion de dette est intervenu dans le but de **réduire tant les risques financiers que les taux moyens**. Cette politique a été renforcée en 2015 avec l'adoption d'un cahier de procédures de gestion de dettes et d'un cahier de règles de gestion. Il en est résulté prioritairement :

- En 2014 et en 2015, une désensibilisation des produits structurés les plus défavorables. Les améliorations qui en ressortent se font sentir sur les taux moyens dès 2014 ;
- En 2016, le remboursement d'un emprunt à taux variable à marge élevée (2,29 %) et son refinancement par un emprunt à taux fixe de 0,70 %. Malgré l'Indemnité de Remboursement Anticipé acquittée (3 % du CRD), cette opération est très bénéfique pour la Ville ;
- En 2017, le remboursement d'un emprunt à taux révisable à marge élevée (3,47 %) et son refinancement par un emprunt à taux fixe de 0,70 %. Malgré l'Indemnité de Remboursement Anticipé acquittée (3 % du CRD), cette opération est très bénéfique pour la Ville ;
- En 2018, la majorité des tirages ayant été effectuée sur des taux à variables simples, révisables sur des taux courts de façon à respecter nos objectifs de répartition de notre encours et de bénéficier de produits adossés à des taux courts dont les niveaux étaient négatifs lors de leurs souscription;
- En 2019, la sécurisation définitive d'un emprunt structuré par un passage de l'échéance en taux fixe à des conditions avantageuses.
- En 2020, à la demande de Dexia, la Ville a saisi l'opportunité :
  - D'une part de rembourser par anticipation et de refinancer un emprunt d'un montant de 3 178 378,44 € dont le taux fixe s'élevait à 4,68 %, par un emprunt souscrit auprès de la Banque au taux fixe de 0,74 %.
  - D'autre part, de rembourser par anticipation et de refinancer un emprunt en Franc Suisse d'un montant de 328 275,00 CHF par un nouvel emprunt souscrit auprès du Crédit Agricole au taux fixe de 0,45 %.

- En 2021 ont été réalisées les opérations suivantes :
  - La sortie des emprunts Dailly, Projet et Fonds propres du contrat de partenariat éclairage public. Cette opération s'est accompagnée d'une résiliation d'instruments financiers entraînant le paiement d'une indemnité. Malgré cela, les résultats obtenus ont permis de réduire le montant total des annuités d'environ 1,3 M€.
  - La sortie de deux contre-swaps moyennant le règlement de deux indemnités dont les conséquences financières sont relativement neutres, mais qui ont permis à la Ville de sortir d'une position hors charte et d'une position 4 D relativement risquée.
  - Le sécurisation d'un swap positionné en 4 D par un passage en taux fixe sans contrepartie financière.
- En 2022 : le contexte économique, géopolitique et sanitaire a eu un fort impact sur le niveau d'inflation, obligeant les banques centrales à augmenter leurs taux directeurs. Cette pression à la hausse des taux directeurs a impacté le niveau de taux proposés par les banques pour les nouveaux emprunts, mais également ceux constituant notre encours dont les index sont à taux variables. Néanmoins, notre taux moyen est resté relativement épargné en 2022, son niveau enregistrant une évolution très limitée soit 0,07%, les effets conjoncturels de ces politiques se feront forcément plus ressentir en 2023.

Toutes ces opérations se sont inscrites dans nos objectifs dans le cadre de la gestion active de notre dette.

## II. DETTE « HORS CHARTE » et à « TAUX COMPLEXES » au 31.12.22

- Au 31.12.22, la dette « hors charte » et à « taux complexes » est répartie ainsi :

Banque prêteuse	Réf.	Type	Avec swaps		Total	
	Ville	Taux	Nbre	M€	Nbre	M€
Financements Hors Charte						
Dexia HC	309	Struct	1	2.408	1	2.408
CE HC	318	Struct	1	0.522	1	0.522
			2	2.930	2	2.930
Financements Complexes						
SFIL B1	325	Struct	1	2.431	1	2.431
NATIXIS D4	308	Struct	1	0.316	1	0.316
			2	2.747	2	2.747
TOTAL		struct	3	5.677	3	5.677

Deux produits restent classés en « Hors Charte », soit de l'ordre de 3.54 % du portefeuille de dettes. La part « Hors Charte » est passée de 18,19 M€ à 2,93 M€ entre fin 2014 et fin 2022.

Réf.	TAUX	ENCOURS AU 31.12.2022
Ville		M€
309	2.96 % si (CMS 30y - CMS1y) ≥ 0 sinon, 10.55 % - 10 * (CMS 30y - CMS 1y)	2.408
318	2.00 % + MAX [(EUR/USD - EUR/CHF - 10.65 %) ; 0]	0.522
	<b>TOTAL en EUR</b>	<b>2.930</b>

## • Résultats sur swaps

Ils sont calculés depuis les premiers swaps souscrits.

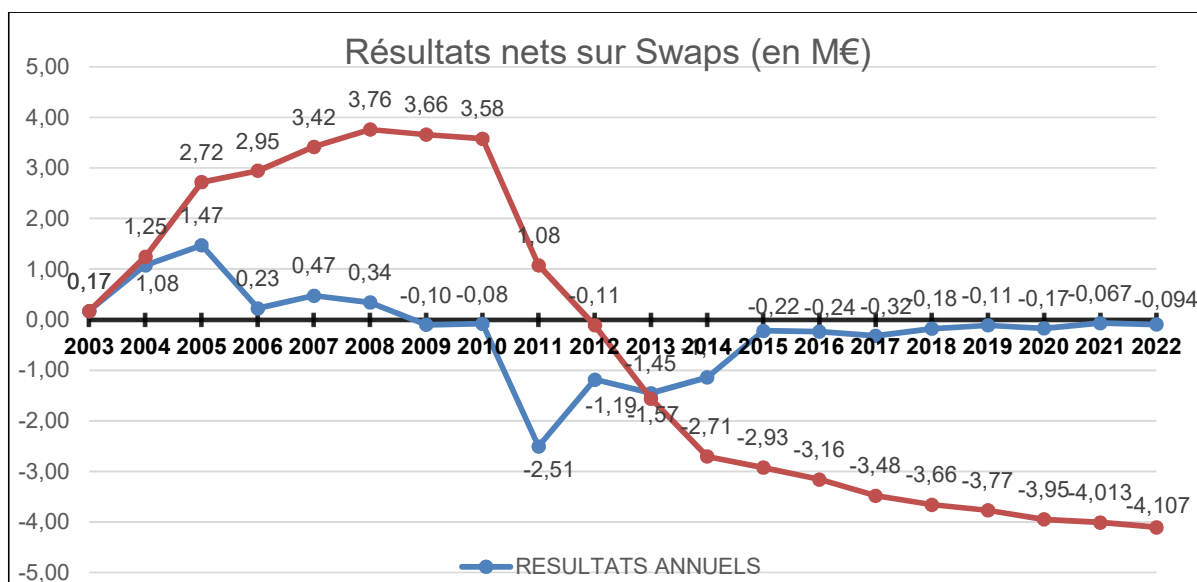
Compensés	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Gains	+0.172	+1.078	+1.477	+0.300	+1.144	+1.419
Pertes		-0.002	-0.004	-0.075	-0.670	-1.077
par exercice	+0.172	+1.076	+1.473	+0.225	+0.474	+0.342
Cumuls	+0.172	+1.248	+2.721	+2.946	+3.420	+3.762

Compensés	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Gains	+0.581	+0.536	+0.448	+0.465	+0.381	+0.422
Pertes	-0.681	-0.616	-2.955	-1.652	-1.834	-1.563
par exercice	-0.100	-0.080	-2.507	-1.187	-1.453	-1.141
Cumuls	+3.662	+3.582	+1.075	-0.112	-1.565	-2.706

Compensés	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Gains	+0.389	+0.251	+0.254	+0.200	+0.109	+0.058
Pertes	-0.610	-0.486	-0.575	-0.377	-0.224	-0.229
par exercice	-0.221	-0.235	-0.321	-0.177	-0.115	-0.171
Cumuls	-2.927	-3.162	-3.483	-3.660	-3.775	-3.946

Compensés	2021	2022				
Gains	+0.095	+0.020				
Pertes	-0.162	-0.114				
par exercice	-0.067	-0.094				
Cumuls	-4.013	-4.107				

Le graphique ci-après résume ces évolutions :



- 2009 marque un tournant caractérisé par des résultats nets par exercice devenant négatifs, conséquence de la crise dite des « subprimes » et de ses prolongements ;
- 2011 et 2012 enregistrent un alourdissement significatif de la tendance au point d'absorber tous les résultats favorables engrangés précédemment ;
- 2014 dénote une reprise du contrôle des résultats sur swaps grâce à la désensibilisation d'un contre-swap Depfa.
- 2015 accentue l'amélioration grâce à la désensibilisation d'un financement structuré (Dexia)
- 2016 année de plein effet (12 mois) des désensibilisations, confirme l'amélioration
- 2017 tendance à l'amélioration atténuée : dans le sillage du Brexit d'une part, et de la reprise économique en zone euro d'autre part, l'écart d'indices zone GBP – zone EUR s'est resserré, impactant sensiblement le produit HC 308b (perte 2017 120 K€ vs 2016 12 K€)
- 2018 les encours notionnels des swaps diminuants, le volume de perte constaté diminue
- 2019 la diminution du volume de perte constaté se poursuit.
- 2020 l'effet « brexit » a induit un resserrement de l'écart d'indice de la zone GBP moins zone EURO impactant sensiblement le contre Swap 308B. Il en a été de même pour le swap 318 impacté par l'augmentation de l'écart EUR-USD moins EUR-CHF en fin d'année 2020.
- 2021 avec la disparition de l'index Libor CHF, la Ville a saisi l'opportunité de résilier les contre- swaps 305 et 308 ainsi que le swap 305 lui permettant de se dégager de positions à risques. Au 31/12/2021 la Ville détient encore 4 produits dont 2 sont classés « hors charte ».
- 2022 le contexte socio-économique, la forte volatilité des marchés ainsi que la tendance haussière des taux d'intérêt tout au long de l'année ont légèrement dégradé les résultats.

### III. PROVISIONS au 31.12.22

Accusé de réception en préfecture 14/19  
006-210600698-20230704-2023-99-DE  
Date de télétransmission : 05/07/2023  
Date de réception préfecture : 05/07/2023

#### PROVISIONS pour RISQUES de TAUX et de CHANGE AU 31 DECEMBRE 2021

Contrats	301 B	308 B	309	3177	318	TOTAL
Contrepartie	FMS	FMS	Ixis CIB	CECAz	FMS	
Cotation Gissler	HC	HC	HC	4B	HC	
Capital restant dû au 1er septembre CHF						
Capital restant dû au 1er septembre Euros						
Capital restant dû au 31/12/2021 (€)	0,00	616 624,45	2 761 118,40	0,00	764 821,54	5 384 005,86
Durée résiduelle (années)	0,00	1,41	6,58	0,40	2,99	
Provision devises						
Provision €	1 216,65	0,00	51 471,38	2 982,13	18 377,52	74 047,68
Provision globale	1 216,65	1 216,65	52 688,03	55 670,16	74 047,68	

#### PROVISIONS pour RISQUES de TAUX et de CHANGE AU 31 DECEMBRE 2022

Contrats	301 B	308	309	3177	318	TOTAL
Contrepartie	FMS	Natixis	Ixis CIB	CECAz	FMS	
Cotation Gissler	HC	4D	HC	4B	HC	
Capital restant dû au 1er septembre CHF						
Capital restant dû au 1er septembre Euros						
Capital restant dû au 31/12/2022 (€)	0,00	315 832,13	2 408 139,04	0,00	522 213,56	3 246 184,73
Durée résiduelle (années)	0,00	0,41	5,59	0,00	1,99	
Provision devises						
Provision €	0,00	26 868,48	493 040,99	0,00	8 677,01	528 586,48
Provision globale	0,00	26 868,48	519 909,47	519 909,47	528 586,48	

Des ajustements sont opérés à chaque arrêt des comptes si :

- Les conditions de marché venaient à s'améliorer (reprises) ou à se dégrader (dotations) ;
- Des réaménagements permettaient d'abaisser les indices « Gissler » sous les limites définies ci-avant supprimant, par le fait, l'obligation de provisionnement (reprises).

#### IV. RATIOS « REGLES de GESTION »

Les ratios sont calculés sur la dette nette totale du budget principal.

- **Critères d'importance de la dette**

- Critères structurels – budget principal

	Limites	Niveaux au					
		31.12.17	31.12.18	31.12.19	31.12.2020	31.12.2021	31.12.2022
Capacité de désendettement retraitée <sup>2</sup> ratio Ville	≤ 12.0 ans	16.4 ans	10.84	9.1	9.6	9.0	9.6
Encours de dette / recettes de fonctionnement	≤ 110%	128%	124%	118%	121%	114 %	108 %

*Encours de dette retraité – Fonds de Soutien déduit (décret du 29.12.15)*

- Dette dérivée ou structurée (« Hors Charte » et « Complexes »)

	Limites	Niveaux au					
		31.12.17	31.12.18	31.12.19	31.12.2020	31.12.2021	31.12.2022
Encours de dette dérivée / Encours de dette brute totale	≤ 25%	20.9%	18.94%	11.98%	9.61%	7.27 %	6.86%
Encours de dette dérivée	≤ 25 M€	20.05 M€	17.75 M€	10.93 M€	8.66 M€	6.37 M€	5.68 M€

Le pourcentage est calculé par rapport à la dette brute du budget principal.

L'objectif fixé par les règles de gestion était de 6.27 % pour l'encours de dette dérivée / encours de dette totale cette différence entre les objectifs et les résultats obtenus s'expliquent par un désendettement plus important que celui prévu.

- **Nouveaux financements**

FINANCEMENT MAXIMUM PREVU (M€)		
	31.12.22	
	Maximum	Réalisé
Financement Maximum Prévu (FMP)	6.50 M€	3.7 M€
Plafond (120% du FMP)	7.28 M€	

Dès lors que les limites n'ont pas été dépassées, les critères sont respectés.

- **Paramètres de gestion**

- Durées

	Limites	31.12.22
Durée moyenne du portefeuille d'emprunts	6.6 ans	6.5 ans
Durée maximum des emprunts nouveaux de l'année n	20 ans	20 ans
Durée moyenne des emprunts nouveaux pour financer l'investissement de l'année n	20 ans	20 ans

<sup>2</sup> Rapport entre le stock de dette et la capacité d'autofinancement brute (Ville) recettes réelles – dépenses réelles

- Segmentation par types de taux

Nature des taux	Objectifs	31.12.22
	en %	en %
Taux Fixes	65%	70.45 %
Taux Variables ou Référencés	35%	29.55 %

Dans un contexte de forte volatilité des marchés financiers, l'option taux fixe ayant été privilégié pour les nouveaux emprunts, notre encours diminuant dans des proportions plus importantes que celles prévues, la part relative de notre encours en taux fixe a progressé.



## V. BILAN 2022 ET PERSPECTIVES 2023

- **Commentaires de marchés** (source : la lettre du financier territorial)

Déjà amorcées depuis quelques années, certaines évolutions – montée du protectionnisme, rivalité sino-américaine, changement climatique, retour de l'inflation - se sont renforcées en 2022, marquant un changement d'environnement durable aussi bien sur le plan géopolitique qu'économique.

Sur le plan géopolitique, la guerre en Ukraine mais aussi l'intensification des politiques américaines contre la Chine et le renforcement du protectionnisme ont conduit la poursuite de la fragmentation mondiale déjà initiée depuis plusieurs années. Par ailleurs, l'accélération du changement climatique qui s'est matérialisé en 2022 constitue également un facteur potentiellement disruptif pour les économies, avec des risques physiques de plus en plus visibles et la nécessité de politiques d'adaptation de grande ampleur et donc coûteuses.

Ces évolutions géopolitiques et climatiques ont eu des implications économiques majeures en 2022. La guerre en Ukraine a révélé les fragilités énergétiques Européennes - absence de coordinations entre les Etats, dépendance extérieure et dépendance au gaz Russe - déclenchant une crise énergétique de grande ampleur, venant d'une part entretenir des tensions inflationnistes déjà présentes et d'autre part affaiblir la croissance Européenne.

Sur le plan économique, les pays ont été soumis à une succession de chocs en 2022 générant un affaiblissement synchronisé des économies. Les Etats-Unis et l'Europe ont été particulièrement affectés par les chocs inflationnistes et financiers alors que la Chine a été affaiblie par le maintien de sa politique zéro Covid et le recul de son marché immobilier.

Les taux d'inflation ont atteint des niveaux plus connus depuis quarante ans avec des pics à plus de 10 % pour la zone Euro et 9 % aux Etats-Unis. Sur l'ensemble de l'année 2022, la taux d'inflation de la zone Euro a atteint 8,4% et celui des Etats-Unis 8%

Le resserrement accéléré et quasi généralisé des politiques monétaires a marqué la fin de la période de taux négatifs et d'hyper-liquidité, provoquant un recul de l'ensemble des prix des actifs financiers en 2022. Dans ce contexte les banques centrales ont opéré un virage à 180° face à la persistance de l'inflation. Elles ont procédé à un resserrement rapide de grande ampleur de leur politique monétaire en 2022.

La réserve fédérale américaine a augmenté son objectif des fed funds de 425pb en neuf mois le portant à 4.5% en décembre 2022. De son côté, la BCE a relevé de 250pb ses taux directeurs au second semestre, portant le taux de dépôt à 2% après l'avoir laissé en territoire négatif pendant plusieurs années. De telles hausses de taux dans un laps de temps aussi court n'avaient plus été connues depuis le début des années 80 reflétant non seulement le retard des banques centrales dans leur lutte contre l'inflation mais aussi le niveau très élevé de celle-ci.

- **Taux d'intérêts** (source : la lettre du financier territorial)

En 2020/2021 les collectivités ont augmenté sensiblement leur recours à l'emprunt alors même que le besoin se révélait limité. Avec la crise sanitaire, les collectivités ont notamment développé un emprunt de précaution qui s'est traduit par une hausse de 5Mds€ du montant emprunté entre 2019 et 2020 et d'une progression équivalente des encours au trésor. Les conditions étant favorables, les collectivités ont emprunté à moindre coût. En 2022 l'utilisation du recours au fonds de roulement accumulé en 2020/2021 a permis aux collectivités de limiter le recours à l'emprunt.

La forte progression des taux depuis le début de l'année 2022 a fait réapparaître les contraintes liées au taux d'usure. On observait au mois de mai une impasse au niveau du taux d'usure trop bas par rapport au marché, qui ne permettait pas aux banques de se positionner sur des taux fixes (sa méthode de calcul n'était pas adaptée aux hausses rapides observées). Le marché était donc en pleine mutation avec des propositions de prêt pratiquement qu'à taux variable.

Par conséquent les offres à taux fixes ont été rarement proposées par les banques. Selon les statistiques FCL gérer la cité, 9.8% des offres d'une durée de 15 à 20 ans reçues entre janvier et novembre 2022 étaient à taux fixe et 90.2 % à taux variables.

Par ailleurs, les emprunts souscrits en 2022 ne produiront leurs intérêts qu'à partir de 2023. Par conséquent, l'impact de la hausse des coûts des nouveaux financements n'a pas touché les collectivités en 2022.

Dans ce contexte, l'année 2023 sera la première année pleine post hausse des coûts des nouveaux financements et intégrera une année pleine de hausse de taux. Une remontée du coût de la dette et des charges financières sera observée, du jamais vu depuis 20 ans.

- **Perspectives 2023** (source Seldon finances)

Fin 2022, la Fed avait fait part de la possibilité de ralentir son rythme sur la hausse des taux Fed Funds. Depuis début janvier, la tendance semble s'être inversée et la Fed écarte tout assouplissement en 2023. Depuis le début de l'année la Fed a augmenté deux fois ses taux directeurs de 25 pnb les passant à 4.75%-5%. Cela reste le plus important durcissement aux Etats-Unis depuis les années 80.

La politique monétaire appliquée par la BCE est souvent inspirée de celle de la FED avec un effet retard et un effet amortisseur. La remontée des taux dans la zone Euro n'est pas terminée, la BCE va poursuivre ses hausses de taux en 2023.

Depuis le début de l'année 2023, la BCE a augmenté 2 fois ses taux directeurs de 50pnb :

- Le 2 février, la BCE a décidé d'augmenter ses taux directeurs de 50pnb et annonçait déjà la même hausse prévue en mars.
- Le 16 mars, la BCE a donc décidé d'appliquer une nouvelle hausse de ses taux directeurs de 50 pnb. Dès lors, les taux d'intérêts des opérations principales de refinancement, de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt seront relevés respectivement à 3,50 %, 3,75 % et 3,00 %.
- Le taux de dépôt est anticipé au plus haut à 3.5% par les investisseurs.

Les futures décisions dépendront des anticipations d'inflation et de l'impact de l'ensemble des décisions monétaires d'ici la prochaine réunion. La BCE s'attache à prendre ses décisions en fonction de la situation économique de l'ensemble des pays européens.

Cependant il a été établi que tant que l'inflation reste supérieure à l'inflation cible de 2%, la BCE poursuivra la hausse des taux directeurs. Un retournement du cycle des taux, accompagné d'un début de pentification de certains secteurs de la courbe des taux, n'interviendra pas avant une stabilisation/baisse de l'inflation. Le pic d'inflation en France et en Europe lié à la hausse de l'Energie et des matières premières est attendu, d'ici le milieu de l'année 2023 ; De plus, la BCE et la Banque de France anticipent sur l'année 2023 une baisse de moitié de l'inflation à partir du deuxième semestre.

Il convient de préciser que la BCE a revu ses prévisions pour l'inflation. Selon eux l'inflation moyenne qui a atteint 8.4% en 2022 devrait revenir à 6.3% en 2023. Elle s'établirait en moyenne à 3.4% en 2024 et 2.3% en 2025.

Les hausses de taux de la BCE ont un impact direct sur le marché des collectivités : les taux €str, Euribor et les taux de swap augmentent dès que la BCE intervient à la hausse sur ses taux directeurs. Aussi, afin de préserver leurs marges, les établissements bancaires n'ont d'autres choix que d'augmenter les conditions de financements. A cette problématique s'ajoute celle du respect du seuil d'usure dont la méthode de révision est passée de trimestrielle à mensuelle à compter du 1<sup>er</sup> février et ce jusqu'en juillet 2023. Cette mesure permettra aux établissements bancaires de proposer à nouveaux des financements à taux fixes.

Du côté de la croissance Française, la loi de finances 2023 la prévoit à 1%. Les acteurs économiques sont plus pessimistes à ce sujet et l'anticipent faiblement positive voire nulle. Le risque d'une légère récession pèse donc sur la France.

## VI. CONCLUSIONS *(source Seldon finances)*

Le contexte de guerre en Ukraine, de tension Géopolitique entre USA et Chine et la fragilisation mondiale de la chaîne d'approvisionnement ont poussé le niveau de l'inflation à des taux que le monde financier n'avait plus vu depuis 40 ans et depuis les chocs pétroliers.

Dans la foulée, l'impact notamment sur les taux de financement à long terme, les CMS et les OAT, ont connu une forte poussée depuis le mois de février 2022.

La principale conséquence pour les collectivités locales a donc été l'augmentation des charges globales de fonctionnement sur la période. Cette augmentation c'est principalement concentré sur les dépenses à caractère général, les dépenses de personnels et les dépenses financières liées à la dette (en fonction de sa structure).

Si 2022 a été une année de transition, beaucoup de collectivités risquent sur 2023 d'avoir à impulser une dynamique au niveau des recettes, d'optimiser leurs dépenses de fonctionnement et de maîtriser au mieux leurs investissements.

Sans cela, la dégradation des épargnes sera inéluctable puisque l'inflation s'installe et que la flambée des prix des matières premières de 2022, n'est toujours pas totalement répercutée au niveau des prix de détail (effets stock).

L'inflation s'ancre, les coûts de l'énergie ne diminueront pas du simple au double à court et moyen terme, les conditions de financement actuels aux alentours des 4% impliqueront des charges financières supplémentaires bien plus importantes que sur ces dernières années, où les taux de financement étaient proches des 1%.

La planification financière redevient donc centrale, au vu du contexte économique global, afin d'étudier la pertinence d'un étalement dans le temps des investissements, pour ne pas accumuler trop de tension financière sur une période déjà économiquement tendue.